



CHAPITRE 82

CHAPTER 82

Loi modifiant la charte de la cité de
Rivière-du-Loup

An Act to amend the charter of the city
of Rivière-du-Loup

[Sanctionnée le 28 janvier 1954]

[Assented to, the 28th of January, 1954]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Rivière-du-Loup, par sa pétition, représente qu'il est de l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 1 George V (1910), chapitre 56, modifiée par les lois 9 George V, chapitre 100, 13 George VI, chapitre 87, 14 George VI, chapitre 95, 15-16 George VI, chapitre 79, et 1-2 Elizabeth II, chapitre 77, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la cité.

1. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Rivière-du-Loup, en ajoutant après l'article 473, le suivant:

Encoura-
gement
des arts,
etc.

"473a. Le conseil municipal peut par résolution voter et payer à même les fonds généraux toute somme qu'il jugera utile pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres de loisirs et l'organisation des jeux et des sports, pourvu que le montant global de tous ces dons ne s'élève pas à plus de quinze mille dollars par année."

S.R.,
c. 233,
a. 480a,
aj. pour
la cité.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant, après l'article 480, le suivant:

WHEREAS the city of Rivière-du-Loup has, by its petition, represented that it is in the interest of the city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 1 George V (1910), chapter 56, amended by the acts 9 George V, chapter 100, 13 George VI, chapter 87, 14 George VI, chapter 95, 15-16 George VI, chapter 79, and 1-2 Elizabeth II, chapter 77, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Rivière-du-Loup, by adding after section 473, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added
for city.

"473a. The municipal council may by resolution vote and pay out of the general funds any sum it may deem useful to promote arts and sciences, the establishment of recreational centers and the organization of games and sports, provided that the total amount of such gifts be not more than fifteen thousand dollars per annum."

Promo-
tion of
arts, etc.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 480, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 480a,
added
for city.

Remploi
du solde
d'un
certain
emprunt.

"480a. Avec la seule approbation de la Commission municipale de Québec, le conseil est autorisé à faire des règlements pour remployer le solde de dix-sept mille trois cent trente-quatre dollars et soixante-quinze cents d'un emprunt de deux cent mille dollars légalement contracté par la cité en vertu du règlement 343, pour la confection de trottoirs, l'ouverture de nouvelles rues, et pour payer le solde dû sur le prix d'une usine de chloration de l'eau et sur le prix d'un garage municipal."

S.R.,
c. 233,
s. 593,
remp.
pour la
cité.

Approba-
tion de
règlement
d'em-
prunt.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en remplaçant l'article 593 par le suivant:

"593. Tout règlement qui décrète un emprunt sera soumis à l'approbation des électeurs propriétaires en suivant les formalités ci-dessous énoncées. Immédiatement après l'adoption de ce règlement par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires qui, en vertu de la loi, ont droit de vote sur ce règlement, sera convoquée par avis public, signé par le greffier, avec un délai de huit jours francs, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil. Cette assemblée sera présidée par le secrétaire-trésorier de la cité qui nommera un secrétaire, lequel lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Votation. Dix électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement pourront demander la votation, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée.

Date. Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside devra fixer le jour de la votation à une date qui ne devra pas être plus éloignée que le trentième jour après cette assemblée.

Adoption à l'unanimité. Dans le cas où dix électeurs propriétaires ne demanderaient pas la votation dans le délai fixé, le règlement sera censé être adopté à l'unanimité par les contribuables intéressés.

Approba-
tion du
lieute-
nant-gou-
verneur
en conseil. Ce règlement ainsi soumis à l'approbation des électeurs propriétaires restera sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra n'approuver ce règlement que pour partie."

"480a. Subject only to the approval of the Quebec Municipal Commission, the council is authorized to enact by-laws to reinvest the balance of seventeen thousand, three hundred and thirty-four dollars and seventy-five cents of a loan of two hundred thousand dollars legally contracted by the city under by-law 343, for the construction of sidewalks, the opening of new streets and to pay the balance due of the price of a water chlorinating plant and of the price of a municipal garage."

3. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by replacing section 593 by the following:

"593. Every by-law ordering a loan shall be submitted for the approval of the electors who are property-owners in compliance with the formalities herein-after enumerated. Immediately after the passing of such by-law by the council, a public meeting of the electors who are property-owners and who are entitled by law to vote on such by-law, shall be called by public notice signed by the clerk, with a delay of eight clear days, at the place, on the day and at the time fixed by the council. Such meeting shall be presided over by the secretary-treasurer of the city, who shall appoint a secretary, who shall read and submit the by-law to the meeting.

Ten electors present and qualified to vote on such by-law may demand a poll, but only during the hour following the opening of the meeting.

Upon such demand, the mayor or the person presiding shall fix the polling-day for a date which must not be later than the thirtieth day after such meeting.

If ten electors who are property-owners do not demand a poll within the delay fixed, the by-law shall be deemed to be unanimously adopted by the rate-payers concerned.

Such by-law so submitted for approval by the electors who are property-owners shall remain subject to approval of the Lieutenant-Governor in Council who may approve such by-law in part only."

Reinvest-
ment of
balance of
certain
loan.

R.S.,
c. 233,
s. 593,
replaced
for city.

Approval
of loan
by-law.

Vote.

Date.

Unani-
mous
adoption.

Approval
by Lieu-
tenant-
Governor
in Coun-
cil.

S.R.,
c. 233,
a. 603a,
aj. pour
la cité.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant, après l'article 603, le suivant:

Emprunt
autorisé.

"603a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité peut, par règlement qui ne requiert pas d'autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, emprunter annuellement durant les trois prochaines années, à compter de la date de la sanction de la présente loi, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour travaux permanents nécessaires et urgents ou pour l'achat d'appareils ou machineries nécessaires à la cité pour le bon fonctionnement de ses services municipaux. Ces emprunts ne peuvent être contractés ni les travaux commencés avant que le règlement du conseil les autorisant n'ait été approuvé par ledit ministre et la Commission municipale de Québec."

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding, after section 603, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 603a,
added
for city.

"603a. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city may, by by-law requiring no other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, borrow annually during the next three years, beginning on the date of the sanction of this act, a sum not exceeding fifty thousand dollars for permanent necessary and urgent works or for the purchase of apparatus or machinery needed by the city for the proper functioning of its municipal services. Such loans shall not be contracted nor shall the works be commenced before the by-law of the council authorizing the same has been approved by the said Minister and the Quebec Municipal Commission."

Loan au-
thorized.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.